

Pôle Aménagement, Développement et Déplacements

Direction des Déplacements et des Infrastructures Routières et Aéronautiques Antenne Technique d'Eygliers

ARRÊTÉ TEMPORAIRE du .. 0.3 AVR 2018

ABROGATION D'UN ARRETE TEMPORAIRE

OBJET:

Abrogation de l'arrêté du 27 mars 2018 pour dérogation à l'arrêté d'ouverture

de la piste de secours

PS 947 - PR 0+000 au PR 1+900 - Commune d'Aiguilles

LE PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU la demande du 29 mars 2018 par laquelle le Département sollicite l'abrogation de l'arrêté qui a été accordé à l'entreprise SARL BUCCI Frères le 27 mars 2018 pour une dérogation de limitation de tonnage, afin de pouvoir réaliser leur chantier sur la Commune d'Abriès.
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 3221-3, L. 3221-4, et L. 3221-13,
- VU le Code de la Route et notamment les articles R. 411-5, R. 411-8, R. 411-25 à R. 411-28,
- VU le Code de la Voirie Routière,
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
- VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État,
- **VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel du 7 juin 1977, modifiée,
- **VU** le règlement de voirie départemental adopté le 26 Juin 2007 par le Conseil Général, et notamment son article 11 et son annexe 3,
- **VU** l'arrêté du Président du Département des Hautes-Alpes du 2 septembre 2016 portant délégation de signature,
- VU l'arrêté du Préfectorale n°05-2018-03-13-005 du 13 mars 2018, limitant l'emprunt de la piste de secours aux véhicules <8m, <12T et interdisant l'accès aux véhicules articulés, et nommant le Département des Hautes-Alpes gestionnaire de cette voie,

ARRÊTE

Article 1 – Réglementation

L'arrêté du 27 mars 2018 sus visé est abrogé à compter de la date de signature du présent arrêté dans les conditions suivantes.

Le camion grue immatriculé 9926 KX 05 dont le PTAC est de 19T n'est pas autorisé à emprunter la PS 947 du PR 0+000 au PR 1+900.

Article 2 - Contravention

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3 - Recours

En application des dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 – 24 rue Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 6.

Article 4 - Exécution

- > M. Le Directeur Général des Services du Département des Hautes-Alpes,
- M. le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie des Hautes-Alpes,
- L'entreprise SARL BUCCI Frères

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise pour information à :

- Services Départementaux d'Incendie et de Secours,
- M. le Directeur de Cabinet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud,
- ▶ M. le Maire de la Commune d'Aiguilles.

Fait à GAP, le ⁰ 3 AVR 2018

THE RESIDENT OF EXPLOITATION

Jean-Marie BERNARD

Le règlement de voirie et ses annexes sont consultables sur le site internet du département à l'adresse suivante : www.hautesalpes.fr/reglement-voirie

Cet arrêté a été publié sur le site du Département des Hautes-Alpes le

3/5

ÉTAT DES LIEUX

ARRÊTÉ DU

PORTANT AUTORISATION DE RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION POU	R
PERMETTRE LE DÉROULEMENT DE (MANIFESTATION) :	

Le représentant du gestionnaire de la voirie, en qualité desoussigné,

Constate, conformément à l'article 6 de l'arrêté visé ci-dessus, que la route départementale n° entre les PR ... et

Ne présente pas de défaut particulier ou décrire l'état de la route, joindre des photos si nécessaire.

Fait à le le

Titre

Nom du signataire

ÉTAT DES LIEUX POSTERIEUR

ARRÊTÉ DU

			RÉGLEMENTATION		CIRCULATION	POUR
PERMETTE	RE LE DÉROULEN	IEN'	T DE (MANIFESTATIC)N):		

Le représentant du gestionnaire de la voirie . de	, en qualité soussigné,
Constate, suite à la manifestation (ci-dessus, que la route départementale n°) et conformément à l'article 6 de l'arrêté visé entre les PR et
☐ A été remise en état ou	
☐ N'a pas été remise en état et qu'il est néo	cessaire de réaliser les travaux suivants :
Fait à, le	****************

Titre

Nom du signataire